



RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2015



M. Marcel ZADI KESSY

Je voudrais vous confirmer que je suis de très près tout ce qui se déroule à MA2E même si j'ai pris du recul depuis quelques temps. C'est dans ce sens qu'en 2014, je me suis permis de vous demander de poursuivre dans la voie que nous avons tracée ensemble en mobilisant plus d'épargne pour vous donner plus de moyens de réaliser vos objectifs.

Les informations à ma disposition me permettent de penser que vous m'avez écouté puisque globalement, le niveau des épargnes collectées a largement dépassé les quatre milliards. Il ne faut pas vous satisfaire de ce pas quand bien même il est important. Il faut continuer d'accroître votre épargne car grâce à elle, MA2E devient votre «banque». Elle aura les moyens de vous faciliter la vie comme je l'ai toujours souhaité pour chacun d'entre vous. ■

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'MZK' with a long, sweeping underline.



M. Dominique KAKOU
Président du Conseil d'Administration

Mesdames et Messieurs les Mutualistes,

Le sixième exercice de notre Institution a été marqué par un environnement économique et social stable. La reprise économique s'est poursuivie et les investissements tant publics que privés se sont accrus.

La vie de notre Mutuelle s'est caractérisée principalement par la Signature de la Convention relative à la Promotion immobilière, la Campagne d'information et de sensibilisation sur les nouveaux produits d'épargne et de crédit que nous avons lancés, l'ouverture d'une Caisse au siège de MA2E pour faciliter les opérations financières, la réalisation auprès des Mutualistes d'une Enquête de satisfaction, le déroulement de plusieurs séances de formation.

Je me réjouis que les Mutualistes aient réservé un bon accueil à tous ces nouveaux services.

Je me réjouis aussi de ce que le niveau de l'épargne collectée s'est largement accru pour se situer à 2,665 Milliards de francs avec plus de 1,3 milliard de francs pour l'opération immobilière. Quant aux crédits accordés, ils ont progressé de façon significative pour plafonner à 3,631 Milliards de francs. Au total, l'encours de crédits au 31 décembre 2015 se situe à plus de 4,979 milliards de francs et l'encours des épargnes se situe à plus de 3,642 milliards de francs. Comme vous pouvez le constater, notre institution a pris de l'envergure et se situe désormais dans le peloton de tête des institutions de microfinance en Côte d'Ivoire. Malgré cette avancée notable, notre opération immobilière n'a pas démarré comme promis. Pour l'exercice 2016, ce projet sera notre objectif prioritaire. Une analyse précise des causes sera faite et les décisions idoines seront prises pour transformer notre rêve en réalité.

De même, notre Mutuelle œuvrera pour consolider ses acquis. Elle doit poursuivre la campagne d'information en faveur des nouveaux produits et se montrer plus imaginative dans les nouveaux services à offrir à nos membres. Déjà, je puis vous annoncer qu'un système de paiement par carte bancaire est en train d'être finalisé. L'objet principal est d'éviter à nos membres de longs déplacements pour venir récupérer les chèques à Abidjan avec tous les risques liés au transport sur soi d'importantes sommes d'argent après les retraits à la banque.

Pour terminer, je voudrais inviter chaque mutualiste à soutenir l'institution en souscrivant à l'ensemble des produits et des services proposés ; car c'est avec le soutien et l'engagement de chacun que MA2E pourra aller encore plus loin, dans la mission que nous lui avons donnée. ■



GENERALITÉS

Présentation synoptique de MA2E

1	Dénomination de la structure	Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricite (MA2E)
2	Forme juridique	Mutuelle d'épargne et de crédit
3	Pays d'exercice	Côte d'Ivoire
4	Localité	District d'Abidjan
5	Dirigeants à contacter :	
	Président du Conseil D'Administration	Nom : Dominique KAKOU Adresse : 18 BP 1210 Abidjan18 Contact : 21 23 35 72 / 06 41 81 81
	Gérant	Nom : KAUNAN Alexis Koffi Adresse : 18 BP 1210 Abidjan 18 Contact : 21 23 35 22 / 07 45 67 63/ 05 63 70 22
	Constitution des parts sociales au 31 12 2015	Société SFSP : 90 000 parts soit 450 000 000 francs Société SFDSP : 30 000 parts soit 150 000 000 francs Membres individuels : 6211 parts soit : 31 050 000 francs
6	Nombre de caisse	1
8	Adhérents/Membres	6 213
9	Assistance technique	CAGECFI/Cabinet ZIFFE
10	Appui financier	FCP CIE et SODECI. SFSP et SFDSP
11	N° d'Agrément	Arrêté N° 827/MEF/DGTCP/DM du 26/08/2009 N° 1-1.1.9/09-03
12	Partenaires	BACI et ECOBANK
13	Logiciel	PERFECT
14	E-mail	mutagent@cie.ci
15	Adresse	18 BP 1210 Abidjan 18 Tel 21 23 64 87
16	Volume de dépôt en cours	3 642 147 376
17	Encours de crédits	4 979 050 888

I- INTRODUCTION

Le présent rapport est rédigé conformément à l'article 50 de la loi portant réglementation des SFD et de l'instruction N° 018-12-2010 de la BCEAO qui font obligation à la MA2E de produire un rapport annuel et des états financiers selon une forme préétablie.

II- CONTEXTE

Le contexte de l'exercice 2015 a été globalement favorable. Sur le plan organisationnel, nous avons disposé du personnel et des moyens attendus. Le climat général d'affaires a été favorable puisqu'aucun élément extérieur n'a perturbé notre activité.

III- MISSION

MA2E a pour objet :

- De collecter l'épargne de ses adhérents et de leur consentir du Crédit ;
- De favoriser la solidarité et la coopération entre les Partenaires ;
- De promouvoir l'éducation économique, sociale et coopérative de ses Partenaires ;

La vision de MA2E

Sa vision, du point de vue économique est de devenir une société de microfinance de référence en Côte d'Ivoire en garantissant sa pérennité par une bonne gouvernance.

Du point de vue social, sa vision est de donner aux travailleurs des différentes sociétés, les moyens de satisfaire leurs besoins financiers afin d'être libérés des contraintes matérielles pour se consacrer plus efficacement à leurs activités professionnelles. Pour ce faire, MA2E s'oblige à garantir à ses membres des prestations à des tarifs très étudiés et à leur assurer l'encadrement et l'éducation financière nécessaires.

IV- CIBLE

La MA2E est un outil d'approfondissement de la politique sociale des sociétés CIE, SODECI, GS2E, CIPREL et SIVE. Elle s'adresse uniquement aux travailleurs de ces sociétés. Elle a ouvert son capital aux sociétés financières des FCP de CIE et SODECI pour lui permettre la recapitalisation demandée par la Direction de la Microfinance. Elle doit ouvrir son capital aux sociétés employeurs des membres pour permettre de collecter des fonds susceptibles de stabiliser ses fonds propres.

V- STATUT JURIDIQUE

La MA2E est une mutuelle d'épargne et de crédit régie par la loi réglementant les systèmes financiers décentralisés (SFD) notamment l'ordonnance N° 2011 - 367 du 03 novembre 2011 et du décret d'application n° 2014 - 20 du 22 janvier 2014. Elle a été agréée par Arrêté N° 827 du 26 août 2009 sous le Numéro 1-1.1.9/09-03.

VI- ORGANISATION

Quatre organes et la gérance régissent le fonctionnement de la MA2E :

- 1- L'Assemblée Générale (AG) composée par l'ensemble des sociétaires;
- 2- Le Conseil d'Administration (CA) composé de 16. membres élus est chargé d'Administrer et de gérer la MA2E ;
- 3- Le Comité de Crédit composé de 13 membres élus est chargé d'analyser et statuer sur les dossiers de crédits ;
- 4- Le Comité d'Ethique et de Déontologie.

Le Conseil de Surveillance (CS) composé de 09 membres élus est chargé de contrôler la régularité de la gestion administrative, le Comité de Crédit, et le Gérant conformément aux textes en vigueur.

VII- LE SOCIETARIAT

La cible de l'institution n'a pas changé. Elle est Constituée par l'ensemble des travailleurs des sociétés CIE, SODECI, GS2E, CIPREL et SIVE.

MA2E compte au 31 décembre 2015, 6213 membres dont deux institutions financières qui détiennent à elles seules 120 000 parts pour une valeur de 600 millions sur un total de 631 millions.

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Commissaire aux Comptes, les entreprises dont les travailleurs sont membres de l'institution se doivent de prendre des parts pour pouvoir désigner des représentants dans les organes.

VIII- LES RELATIONS AVEC L'INTERPROFESSIONNELLE ET LA TUTELLE

La Mutuelle entretient d'excellentes relations avec l'APSFD-CI. A ce titre, elle est à jour de ses cotisations. Elle a participé à toutes les manifestations organisées par l'Association (petit déjeuner de la microfinance, le séminaire de validation du code d'Ethique et de déontologie, l'Assemblée générale mixte de 2015).

Les relations avec la tutelle sont très bonnes. MA2E a produit dans les délais tous les documents et reportings exigés pour l'année 2015. MA2E a participé aux différentes rencontres de concertations avec la BCEAO.

IX- LE PERSONNEL

Le personnel de l'institution comprend :

- Quatre agents issus de CIE
- Un agent issu de SODECI
- Huit agents embauchés par MA2E

La demande de mise à disposition d'un autre agent de la SODECI est en cours de traitement. A terme, il est envisagé l'embauche d'un trésorier et d'un assistant informatique lorsque MA2E va adhérer au BIC (Bureau d'information sur le CREDIT). L'adhésion à cette plateforme est obligatoire pour les IMF qui sont à l'article 44 de la loi.

X- LE SYSTÈME D'INFORMATION

L'analyse du système d'information et de gestion nous a permis de constater de nombreux dysfonctionnements :

- Le calcul des intérêts sur les comptes d'épargne est erroné,
- Le TEG généré par le logiciel est erroné
- Les états financiers (model BCEAO) généré par le logiciel sont erronés
- L'application de gestion budgétaire ne récupère pas toutes les données pour établir les taux de réalisation,
- Le suivi des tableaux d'amortissement a permis d'identifier des

anomalies dans la mise à jour des remboursements,

- La génération des provisions a engendré des anomalies
- Trop de coupures de réseau engendrant des soldes non mis à jour instantanément. Les traitements de mise à jour sont trop longs,
- L'optimisation des traitements d'importation n'a pas permis d'atteindre une durée inférieure à une journée
- Les statistiques générées ne sont pas toutes pertinentes,
- Une étude encours devra permettre de savoir si ce logiciel devra être maintenu ou remplacé

XI- ACTIONS A FIN DECEMBRE 2015

Les actions notables du 1er janvier au 31 décembre 2015 sont :

- Tenue de deux réunions du Conseil d'Administration le 15 mai 2015 et le 18 juin 2015
- Tenue de l'Assemblée générale Mixte le 19 juin 2015
- La signature par le PCA de la convention sur l'opération immobilière le 02 juin 2015. Pour appuyer la promotion de l'opération, trois mille prospectus ont été réalisés et sont en cours de distribution. De plus, plusieurs réunions avec la BGFIBank et le GIE SCETCI ont eu lieu pour préparer le démarrage effectif des travaux. A fin décembre 2015 plus de 1,3 milliards ont été collectés en épargne des membres pour leur souscription au projet
- Organisation d'une tournée d'information du 17 juillet au 10 août 2015 dans toutes les exploitations des différentes sociétés, Au total 2018 collaborateurs ont pu être rencontrés dont : CIE 1080 SODECI 791 GS2E 20 CIPREL 39 SIVE 88
- La distribution au cours de cette tournée de plus de 21 mille prospectus sur les sept nouveaux produits.
- La conduite d'une enquête auprès des membres sur l'utilisation faite des crédits accordés,
- La conduite d'une enquête de satisfaction sur les nouveaux produits MA2E,
- Le respect des dates des arrêtés trimestriels,
- La certification des comptes de 2014 par le Commissaires aux Comptes et la désignation d'un nouveau CAC et d'un CAC suppléant.
- La poursuite du programme de certification de la SMART CAMPAIN et la réalisation du plan qualité en collaboration avec la DQSE.
- La construction et l'équipement du guichet au siège de MA2E,
- L'acquisition d'un coffre-fort
- La mise en œuvre des dispositions de l'AG du 19 juin 2015 en ce qui concerne le paiement à la caisse de MA2E des remboursements jusqu'à 300 mille francs par mois ;
- La participation de deux collaborateurs à une formation sur la tenue des états financiers,
- L'organisation en novembre et en décembre de deux sessions de formation au CME sur le thème « gestion efficace du temps pour des performances durables »
- La participation de quatre membres de MA2E à la formation sur l'éducation financière. A cet effet MA2E a pu valider les diplômes suivants :
 - Formateurs des formateurs : un diplômé validé et un autre à valider
 - Formateurs clients : trois personnes doivent valider les diplômes au cours d'une prochaine séance.
- La participation du Gérant à deux réunions trimestrielles de concertation entre la BCEAO et les sociétés de microfinance
- Le démarrage du programme de création d'un site intranet MA2E en collaboration avec DSI.
- La conclusion d'une convention d'assurance maladie pour le personnel MA2E à compter du 1er octobre 2015,
- La conclusion d'un contrat d'assurance responsabilité civile pour la couverture des valeurs et du coffre-fort en complément du contrat existant,
- L'organisation d'une mission d'intérim du commissaire aux comptes pour l'exercice 2015,
- La recherche de financements pour le refinancement du portefeuille de MA2E.

XII- LES ACTIONS PREVUES EN 2016

Pour l'année 2016, les actions suivantes sont prévues :

- L'inventaire des encours d'épargnes et de crédits à fin décembre

2015 pour permettre la certification des comptes,

- Le lancement de la souscription à l'opération immobilière,
- Le renforcement de la sécurité à MA2E pour prendre en compte l'existence d'un guichet et d'un coffre-fort (créer un SAS à l'entrée de MA2E avec une surveillance et un contrôle d'accès. Mettre en place un système de vidéo-surveillance,
- La finalisation des dispositions pratiques de mise en œuvre du projet immobilier et la réalisation d'une tournée d'information et de souscription,
- La mise en œuvre du projet de paiement par carte bancaire des remboursements d'épargnes et des crédits,
- La validation des différents manuels de procédure,
- La signature et la mise en œuvre du code d'éthique et de déontologie
- L'organisation d'une réunion du Conseil d'Administration et la mise en place d'un programme de réunion du CA
- L'organisation d'une réunion du Conseil de Surveillance et la définition et la mise en œuvre du plan d'audit,
- La mise en place d'une procédure de suivi de l'endettement des membres,
- L'organisation d'une nouvelle tournée d'information et la confection de nouvelles affiches-produits
- Créer à MA2E un système d'information vidéo
- Finaliser le site intranet et le mettre en œuvre,
- Le démarrage de la solution de paiement électronique avec UBA et le virement des salaires,
- La réalisation du film institutionnel et/ou d'une plaquette institutionnelle,
- L'adaptation et/ou l'acquisition d'un nouveau logiciel
- La participation à la convention SPTF 2016 et à Boulder 2016,
- La révision des fiches-produits pour prendre en compte de nouvelles demandes des membres,
- L'organisation de formations pour le personnel et les membres
- La finalisation du programme de certification qualité et SMART CAMPAIN

XIII- REVUE DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET DES RATIOS PRUDENTIELS

Situation des textes réglementaires

LES INSTRUCTIONS D'APPLICATION DE LA LOI PORTANT RÉGLEMENTATION DES SFD (14 INSTRUCTIONS)	SITUATION ACTUELLE DE LA MA2E PAR RAPPORT AUX INSTRUCTIONS	ACTION A MENER	Date de début	Date fin
INSTRUCTION N° 025-02-2009 INSTITUANT UN REFERENTIEL COMPTABLE SPECIFIQUE DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES DE L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE	MA2E UTILISE LE REFERENTIEL COMPTABLE SPECIFIQUE DES SFD CONFORMEMENT A L'INSTRUCTION BCEAO	NEANT		
INSTRUCTION N° 026-02-2009 RELATIVE AUX CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DU PLAN DE COMPTES PREVU PAR LE REFERENTIEL COMPTABLE SPECIFIQUE DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES DE L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE	IDEM	NEANT		
INSTRUCTION N° 030-02-2009 FIXANT LES MODALITES D'ETABLISSEMENT ET DE CONSERVATION DES ETATS FINANCIERS DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES DE L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE	IDEM	NEANT		
INSTRUCTION N° 004-06-2010 RELATIVE AU RETRAIT DE LA RECONNAISSANCE DES GROUPEMENTS D'EPARGNE ET DE CREDIT EN ACTIVITE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UMOA)	PAS CONCERNEE	NEANT		
INSTRUCTION N° 005-06-2010 DETERMINANT LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UMOA)	MA2E EST AGREEE DEPUIS 2009 SOUS LE N° A-1.1.9/09-03	NEANT		
INSTRUCTION N° 006-06-2010 RELATIVE AU COMMISSARIAT AUX COMPTES AU SEIN DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES DES ETATS MEMBRES DE L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UMOA)	MA2E A DESIGNE LE COMMISSAIRE AU COMPTE ET LE CAC SUPPLEANT.	SOUMETTRE LE CHOIX A L'AVIS DE LA TUTELLE ET DES AUTORITES MONETAIRES	DECEMBRE 2015	01/03/2016

INSTRUCTION N° 007-06-2010 RELATIVE AUX MODALITES DE CONTROLE ET DE SANCTION DES SFD PAR LA BCEAO ET LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA	MA2E N'EST PAS ENCORE ASSUJETTEE A L'ART. 44			
INSTRUCTION N° 010-08-2010 RELATIVE AUX REGLES PRUDENTIELLES APPLICABLES AUX SFD DES ETATS MEMBRES DE L'UMOA	MA2E N' OBSERVE PAS A 100% LES REGLES PRUDENTIELLES APPLICABLES AUX SFD. AU 4eme TRIMESTRE LA LIMITATION DES PRETS AUX DIRIGEANTS A DEPASSE LES LIMITES PERVUES PAR LA BCEAO	CE RATIO SERA REDRESSE EN 2016 AVEC LE RETRAIT DE CERTAINES PERSONNES QUI NE SONT PLUS DIRIGEANTS	SANS DELAI	
INSTRUCTION N° 016-12-2010 RELATIVE AU FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS ET DES PARTICIPATIONS PAR LES SFD	MA2E NE FINANCE PAS DES IMMOBILISATIONS ET DES PARTICIPATIONS	NEANT		
INSTRUCTION N° 017-12-2010 RELATIVE A L'ORGANISATION DU CONTROLE INTERNE AU SEIN DES SFD	MA2E N'A PAS UN SERVICE D'AUDIT INTERNE. ELLE A RECRUTE UN CONTROLEUR INTERNE DONT LE RATTACHEMENT RESTE A DEFINIR	METTRE EN ŒUVRE UN SYSTEME DE CONTROLE INTERNE SUIVANT L'INSTRUCTION		
INSTRUCTION N° 018-12-2010 RELATIVE A L'OBLIGATION POUR LES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES DE PRODUIRE UN RAPPORT ANNUEL	MA2E PRODUIT UN RAPPORT ANNUEL EN FIN D'EXERCICE	NEANT		
INSTRUCTION N° 019-12-2010 RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN FONDS DE SECURITE OU DE SOLIDARITE AU SEIN DES RESEAUX D'INSTITUTION MUTUALISTES OU COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT	PAS CONCERNEE	NEANT		

Situation des ratios prudentiels

RATIOS PRUDENTIELS	NORME A RESPECTER	SITUATION ACTUELLE DE LA MA2E PAR RAPPORT AUX RATIOS PRUDENTIELS	ACTION A MENER
Taux d'avancement Global (%)			
LIMITATION DES RISQUES AUXQUELS EST EXPOSEE UNE INSTITUTION	R<=200%	R=93%	RAS
COUVERTURE DES EMPLOIS A MOYEN ET LONG TERME PAR DES RESSOURCES STABLES	R>=100%	R=106%	RAS
LIMITATION DES PRETS AUX DIRIGEANTS ET AUX PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES	R<=10%	R=11,68%	Se corrige par les remboursements en cours
LIMITATION DES RISQUES PRIS SUR UNE SEULE SIGNATURE	R<=10%	R=1%	RAS
NORME DE LIQUIDITE	R>=80%	R=122%	RAS
LIMITATION DES OPERATIONS AUTRES QUE LES ACTIVITES D'EPARGNE ET DE CREDIT	R<=5%	R=0%	RAS
CONSTITUTION DE LA RESERVE GENERALE	R>=15%(L80>L70)	R=15%	RAS
NORME DE CAPITALISATION	R>=15%	R=14,98%	Procéder à l'augmentation du capital ou des fonds propres
LIMITATION DE PRISE DE PARTICIPATION	R<=25%	R=0%	RAS

On note que tous les ratios prudentiels sont respectés.

XIV- LES RESULTATS A FIN DECEMBRE 2015

1. Tableau de synthèse des principaux paramètres de MA2E de 2013 à 2015

Années	Adhésions	Taux de pénétration	Membres actifs	Credits accordés	Encours de crédits	Epargnes collectées	Encours d'épargnes	Chiffre d'affaires total	Résultat d'exploitation
2013	5701	93,92%	75,92%	1 375 409 206	1 278 970 759	801 031 345	368 495 435	338 912 512	31 504 099
2014	6139	96,84%	77,34%	3 850 337 999	3 531 508 510	1 426 313 422	1 390 904 813	371 845 659	47 128 368
2015	6213	93,85%	88,01%	3 631 512 399	4 979 050 888	2 665 211 785	3 642 147 376	521 071 049	90 212 300

Nous notons que la mise en œuvre de la nouvelle politique d'épargne et de crédit a permis d'améliorer tous les paramètres de l'institution sur une année d'activité :

- Le taux de membre actifs a atteint 88% contre 75,92% en 2013
- Le crédit accordé a dépassé les trois milliards par an sur les deux années 2014 et 2015.

- L'encours de crédit a été multiplié par quatre entre 2013 et 2015
- Les épargnes collectées se situent au-delà de deux milliards,
- L'encours des épargnes a été multiplié par trois de 2013 à 2015 en prenant en compte l'apport pour l'opération immobilière en 2015.
- Le résultat d'exploitation a triplé de 2013 à 2015 pour atteindre plus de 90 millions en 2015

2. Les adhésions et le taux de pénétration

Tableau du taux de pénétration :

ELEMENTS STATISTIQUES	SITUATION DES ADHESIONS AU 31/12/2015					Non adhérents	
	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion	% Actif	Effectif	% non adhérents
CIE	4 470	4 171	3 699	93,31%	88,68%	299	6,69%
SODECI	1 912	1 833	1 617	95,87%	88,22%	79	4,13%
GS2E	48	48	44	100,00%	91,67%	-	0,00%
SIVE	97	88	59	90,72%	67,05%	9	9,28%
CIPREL	81	61	37	75,31%	60,66%	20	24,69%
SGA2E	5	5	5	100,00%	100,00%	-	0,00%
MA2E	7	7	7	100,00%	100,00%	-	0,00%
TOTAL	6 620	6 213	5 468	93,85%	88,01%	407	6,15%

On note une régression du taux d'adhésion par rapport à 2014 (93,85% par rapport à 96,84%) malgré une légère augmentation du nombre d'adhérents. L'effectif d'adhérents était faussé par plus de 330 membres qui étaient partis mais qui continuaient de figurer dans nos fichiers. Le chiffre de 6213 adhérents correspond au nombre de membres réels au 31 décembre 2015. Notre objectif de 98% n'a pas été atteint. La tendance va se redresser à partir de janvier 2016 avec la prise en compte des nouveaux membres dont l'adhésion était en cours.

3. Analyse de l'activité de crédit

CREDITS ACCORDES 01/01/2015 AU 31/12/2015		
EMPLOYEURS	NOMBRE BENEFICIAIRES	MONTANT
CIE	1 234	2 596 840 399
SODECI	571	891 122 000
GS2E	15	30 600 000
SIVE	24	46 690 000
CIPREL	23	53 540 000
SGA2E	1	3 000 000
MA2E	3	9 720 000
TOTAL	1 871	3 631 512 399

Le montant des crédits accordés du 1er janvier au 31 décembre 2015 est de 3 631 512 399 francs pour un total de 1871 dossiers traités contre 2181 dossiers traités en 2014 pour une valeur de 3,850 milliards. Ce niveau atteint est au dessus des prévisions fixées à 3 milliards, confirmant la demande qui reste forte. Malgré cette forte demande, tous les comités ont pu se tenir à raison d'au moins un comité par mois

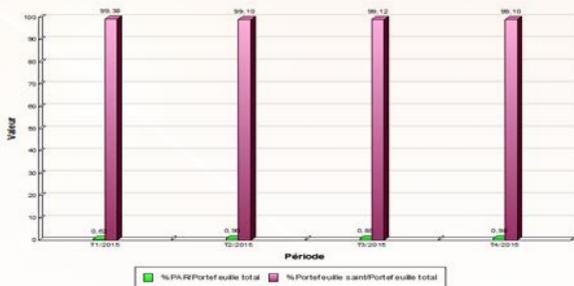
4. Analyse de l'encours de crédit au 31 décembre 2015

ENCOURS DE CREDITS		
EMPLOYEURS	NOMBRE BENEFICIAIRES	MONTANT
CIE	1 953	3 598 272 888
SODECI	944	1 207 705 776
GS2E	25	46 975 110
SIVE	37	54 710 829
CIPREL	28	59 033 670
SGA2E	2	3 660 865
MA2E	3	8 691 750
TOTAL	2 992	4 979 050 888

L'encours de crédits est passé de 3,5 milliards à fin décembre 2014 à 4,979 milliards à fin décembre 2015. L'analyse du portefeuille à risque :

Le PAR s'est légèrement dégradé passant de 0,51% à 0,90%. Cette situation s'explique par le comportement délictueux de certains membres qui sont venus prendre des crédits et qui ont démissionné juste après.

Ce constat nécessite la prise de décision plus stricte pour décourager ce genre de comportement.



Analyse de l'épargne collectée

EPARGNE COLLECTEE PLUS EPARGNE LOGEMENT DU 01/01/2015 AU 31/12/2015		
EMPLOYEURS	NOMBRE BENEFICIAIRES	MONTANT
CIE	5 464	1 893 393 950
SODECI	1 503	690 133 829
GS2E	40	32 357 000
SIVE	73	15 019 000
CIPREL	29	15 949 461
SGA2E	5	6 077 045
MA2E	7	12 281 500
TOTAL	7 121	2 665 211 785

Le niveau de l'épargne collectée s'explique par les apports faits par les membres à hauteur de 1,300 milliard pour le projet logement

5. Analyse de l'encours d'épargne

ENCOURS D'EPARGNES		
EMPLOYEURS	NOMBRE BENEFICIAIRES	MONTANT
CIE	3 652	2 571 563 886
SODECI	1 600	956 915 149
GS2E	44	47 109 159
SIVE	59	22 949 500
CIPREL	37	22 550 715
SGA2E	5	6 292 189
MA2E	7	14 766 778
TOTAL	5 404	3 642 147 376

L'encours d'épargnes a franchi les trois milliards à cause des dépôts pour l'opération immobilière.

Conclusion sur l'activité d'épargne et de crédit :

Les paramètres exigés pour passer sous l'article 44 de la loi sont largement dépassés. Dès le 1er janvier 2016, nous devons nous attendre à des contrôles de la Commission bancaire de l'UEMOA. C'est pour cette raison que tous les organes doivent se mettre à jour en tenant des réunions avec des rapports qui doivent être transmis à la Direction de la microfinance.

XV- LES DIFFICULTES

1- Problème de salle de réunion commune à MA2E et SGA2E n'est pas souvent disponible.

2- Problème d'archivage devient de plus en plus important avec l'accroissement des effectifs et du nombre de dossiers traités. La proposition qui nous est faite de numériser nos documents est de 25 millions avec l'acquisition du serveur, la formation, le logiciel et le contrat de maintenance.

3- Problème de bureau : MA2E a déménagé dans ses nouveaux locaux avec un effectif de six personnes. A ce jour, l'effectif est de 14

personnes et devra atteindre 16 personnes avec le recrutement d'une trésorière dans le cadre de la mise en place du paiement électronique et d'un assistant chargé de gérer la plateforme du bureau d'information sur le crédit (BIC). Il serait souhaitable d'avoir un espace plus grand.

4- Les problèmes liés au système d'information. Une étude est en cours pour voir bien apprécier la décision à prendre.

Compte de résultat par rapport au budget 2015 à fin décembre 2015

Comptes de charges	Libellé	Budget initial	Budget Actu	Réalisés 2015	T%/ Budget Initial	T%/ Budget actu 2015
60	Intérêts FCP	100 000 000	100 000 000	101 388 889	101,39%	101,39%
	Intérêts comptes d'épargne	35 000 000	38 000 000	33 500 000	95,71%	88,16%
	Autres	1 700 000	2 500 000	1 989 307	117,02%	79,57%
61	Carburant + fournitures	13 600 000	7 700 000	8 792 080	64,65%	114,18%
62	Autres services extérieurs	99 363 115	95 599 334	102 858 927	103,52%	107,59%
63	Impôts et taxes	2 000 000	1 300 000	1 022 845	51,14%	78,68%
64	Frais de personnel	108 857 245	130 050 272	139 456 141	128,11%	107,23%
66	Amortissements et Provisions	33 444 088	36 681 460	41 831 399	125,08%	114,04%
67	Autres charges exceptionnelles	0	0	19 361	0	0
Total des charges		393 964 448	411 831 066	430 858 949	109,36%	104,62%

Comptes de produits	Libellé	Budget initial	Budget Actu	Réalisés 2015	T%/ Budget Initial	T%/ Budget actu
70 XXX	Produits bancaires	3 000 000	3 565 375	4 659 880	155,33%	130,70%
	Produits des prêts	280 000 000	341 427 739	330 063 946	117,88%	96,67%
	Frais de dossiers	28 000 000	17 000 000	17 242 418	61,58%	101,43%
	Refacturation aux sociétés	130 040 000	131 540 000	134 760 000	103,63%	102,45%
	Reprise fonds de garantie	3 000 000	7 000 000	18 836 758	627,89%	269,10%
	Autres	3 800 000	5 900 000	5 837 941	153,63%	98,95%
74	Subvention	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
76	Reprise provisions	7 500 000	7 500 000	3 105 375	41,41%	41,41%
	Quotte part virée au résultat	10 000 000	8 000 000	6 554 859	65,55%	81,94%
	Ventes de produits	6 000 000	0	0	0,00%	#DIV/0!
77		0	0	10 072	#DIV/0!	#DIV/0!
Total des Produits		471 340 000	521 933 114	521 071 249	110,55%	99,83%
Résultats		77 375 552	110 102 048	90 212 300	116,59%	81,94%

Malgré le bon niveau du résultat au 31 décembre 2015, il n'a pas atteint l'actu à fin septembre 2015 fixée à 110 millions à cause de l'impact défavorable de la TVA sur les charges refacturées à MA2E par la CIE et la SODECI. Cet impact a minoré le résultat d'environ 15,310 millions.

XVI- PERSPECTIVES 2016

1- Les objectifs quantitatifs

Les prévisions de taux de pénétration pour 2016 sont les suivantes :

Société	SITUATION DES ADHESIONS AU 31/12/2015					Prévisions 2016				
	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion	% Actif	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion	% Actif
CIE	4 470	4 171	3 699	93,31%	88,68%	4 694	4 623	4 100	98,50%	88,68%
SODECI	1 912	1 833	1 617	95,87%	88,22%	2 103	2 100	1 853	99,00%	88,22%
GS2E	48	48	44	100,00%	91,67%	48	48	44	100,00%	91,67%
SIVE	97	88	59	90,72%	67,05%	97	95	64	90,72%	67,05%
CIPREL	81	61	37	75,31%	60,66%	81	70	42	75,31%	60,66%
SGA2E	5	5	5	100,00%	100,00%	5	5	5	100,00%	100,00%
MA2E	7	7	7	100,00%	100,00%	7	7	7	100,00%	100,00%
TOTAL	6 620	6 213	5 468	93,85%	88,01%	7 035	6 948	6 115	98,77%	88,01%

2- Budget prévisionnel 2016

Les charges :

Postes	ACTU Budget 2014	Montant des Réalisés 2014	Montant des Réalisés 2015	Budget 2016	Tx/ Réalisés 2014	Tx/ Budget 2016
60 Intérêt FCP + frais bancaire	129 000 000	127 022 030	136 878 196	153 500 000	120,85%	112,14%
61 Achat fournitures + carburant	8 300 000	8 277 278	8 792 080	15 380 000	185,81%	174,93%

62	Autres services extérieurs	64 984 115	61 164 428	102 858 927	101 392 973	165,77%	98,57%
63	Impôts et taxes	500 000	681 435	1 022 845	1 100 000	161,42%	107,54%
64	Frais du personnel	97 705 760	88 001 826	139 456 141	140 290 000	159,42%	100,60%
66	Amortissements et Provisions	30 966 380	39 035 059	41 850 760	28 458 765	72,91%	68,00%
67	Autres charges exceptionnelles	318 444	535 235	0	0	0,00%	#DIV/0!
T6	Total des charges	331 774 699	324 717 291	430 858 949	440 121 738	135,54%	102,15%

Les produits 2016 :

Postes	ACTU Budget 2014	Montant Réalisé 2014	Montant Réalisé 2015	Budget 2016	Tx/ Réalisés 2014	Tx/ Budget 2016
701x Produits d'intérêts bancaires	50 000 000	47 848 956	4 659 880	3 000 000	6,27%	64,38%
7021 Produits d'intérêts des prêts	150 000 000	154 338 611	330 063 946	393 029 576	254,65%	119,08%
7028 Divers intérêts		0	3 042 534	1 500 000	#DIV/0!	49,30%
7029 Refacturation aux sociétés	130 000 000	121 420 000	134 760 000	132 240 000	108,91%	98,13%
7029 Reprise sur fonds de garantie	10 000 000	10 560 000	18 836 758	3 000 000	28,41%	15,93%
7029 Cotisation et adhésions	0	569 000	503 000	500 000	87,87%	99,40%
7029 Pénalité pour anticipation	0	1 695 784	860 138	1 000 000	58,97%	116,26%
7029 Frais de dossier	0	16 116 162	17 242 418	17 000 000	105,48%	98,59%
7038 Divers produits	20 000 000	2 293 414	1 442 341	1 400 000	61,04%	97,06%
T70X Total des produits Exploit Financières	360 000 000	354 841 927	511 411 015	552 669 576	155,75%	108,07%
SUBV 74 Subvention	0	0	0	0	0,00%	0,00%
Quotte part virée au résultat	10 000 000	9 633 500	6 554 859	6 000 000	62,28%	91,54%
7118 Ventes de produits MA2E	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
T 76 et 77 Reprises Provisions	9 000 000	7 370 531	3 105 375	7 500 000	101,76%	241,52%
Total des produits	379 000 000	371 845 958	521 071 249	566 169 576	152,26%	108,65%
Résultat = Produits- Charges	47 225 301	47 128 667	90 212 300	126 047 838	267,45%	139,72%

Le budget 2016 prévoit un résultat net de 126 millions sur la base des prévisions d'intérêts attendus en fonction des encours au 31 décembre 2015 et des intérêts attendus sur une base de crédits de 3 milliards pour l'année 2016.

VII. LES RECOMMANDATIONS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Point de recommandations	Constat	Propositions
Manuel de procédure	MA2E n'a pas fait valider son manuel de procédure à cause des nouvelles mises à jour.	Inclure les nouvelles mises à jour en prenant en compte: la procédure de paiement par carte bancaire, la création d'un poste de trésorier, les nouvelles dispositions en matière de reporting à la tutelle et l'adhésion au BIC (bureau d'information sur le crédit)
Réunions des organes	Le conseil a tenu une réunion pour valider le projet immobilier et une autre à la veille de l'AG	Le conseil devra tenir au moins trois réunions formelles et plus des réunions de travail du bureau
		Une réunion en début d'année pour valider les comptes de l'exercice clos (31 mars au plus tard)
		Une réunion à fin juillet pour le suivi des activités
	Une réunion fin octobre pour le suivi des activités et l'adoption du budget	
Le code d'Éthique et de Déontologie validé par le comité n'est pas encore adopté par le CA et n'est pas encore déployé.	Le Comité d'Éthique et de Déontologie doit veiller au déploiement du code au personnel, aux organes et aux membres.	
Le Conseil de Surveillance n'a tenu aucune réunion	Le CS doit mener au moins deux missions de contrôle dans l'année.	

Mise en place de l'audit interne	Rattaché au responsable Etudes et développement	Le rattacher hiérarchiquement au CA et fonctionnement au Gérant. Modifier le rattachement de l'auditeur interne et le déclarer à la DMF
Présentation du budget	Le budget ne fait pas l'objet d'une réunion formelle d'adoption et sa présentation ne prend pas en compte tous les aspects.	Organiser une réunion formelle d'adoption du Budget. Le dossier budget devra comprendre : la présentation de l'institution, les objectifs quantitatifs et le plan en relation avec le plan d'affaires 2015-2018
Fonction d'administrateur des profils dans les logiciels	Le RAF administre les profils dans les logiciels	Cette fonction sera désormais assurée par le RED
Fiche de fonction du personnel, mise à jour de l'organigramme et convention de mise à disposition du personnel non à jour	Elles ne sont pas mises à jour Convention de mise à disposition non révisées	Mettre à jour les fiches de fonction et les faire signer conformément à la démarche qualité Faire signer par le PCA de nouvelles conventions de mises à disposition de tout le personnel détaché en y incluant les clauses financières.
Répartition des fonctions	Le RAF établit les chèques et les comptabilité. Ce qui est contraire à la séparation des fonctions.	Avec la mise en œuvre de la convention avec UBA, il faut créer un poste de trésorier pour traiter toutes les opérations d'émission et de suivi des titres de paiement. Ce qui permettra aux comptables de ne plus être au début et à la fin des opérations.
Ratio de prêts aux Dirigeants	Le taux a dépassé les 10%	Ce taux est corrigé puisqu'il est passé en dessous de 9% à fin mars 2016.
Ratio de capitalisation	Le taux a atteint la limite de 15%	Une augmentation du capital s'avère de nouveau nécessaire au regard du développement très rapide de l'activité de crédit et de l'épargne augmentant le total du bilan.
Etude de la possibilité d'acquiescer un logiciel d'analyse de la rentabilité des prêts	MA2E ne fait pas une analyse de la rentabilité des prêts.	MA2E fait le suivi des crédits octroyés pour s'assurer de leur bonne affectation. Une enquête a été faite dans ce sens. Il y a nécessité de créer un guichet "crédit investissement" et mettre en place une structure d'encadrement pour aider les membres qui souhaitent faire des investissements productifs
Mise en place du BIC (bureau d'information sur le crédit)	MA2E devant passer sous l'article 44 devra avoir un administrateur du système d'information pour gérer la plateforme	La personne à recruter devra être un informaticien qui aura pour mission l'administration de tous les logiciels utilisés par MA2E.
Logiciel PERFECT	Ce logiciel présente plusieurs dysfonctionnements	Rechercher une autre solution plus adaptée.

VIII- CONCLUSION

Concernant l'activité

L'année 2015 a permis de mieux apprécier l'impact de la réforme de 2014 :

- Le niveau d'activité reste élevé, ce qui a permis aux membres de financer une plus grande diversité de projets (montant de crédits plus important, durée de remboursement plus longue et taux d'intérêt plus faible)
- Le niveau d'épargne complémentaire s'est accru, en rapport avec le niveau des crédits,
- Les intérêts de 2014 sur les comptes d'épargne ont été servis à hauteur de 18 millions. Ceux de 2015 à hauteur de 35 millions seront servis courant 2016 après la mise à jour du logiciel.
- L'ouverture du guichet a permis une très grande flexibilité dans les opérations avec les membres,

1- Concernant le système d'information (PERFECT)

Nous avons identifié plusieurs dysfonctionnements qui ne peuvent pas nous permettre d'obtenir la certification que nous recherchons. Une étude est en cours pour rechercher une nouvelle solution.

2- Concernant les projets

Nous allons développer un plan de communication très poussé pour permettre aux membres de mieux utiliser les services de l'institution. Par ailleurs, nous allons mettre en œuvre le projet de carte bancaire en signant la convention avec UBA afin d'atteindre les objectifs suivants :

- Réduction des déplacements des membres en leur facilitant le mode de perception de leurs sommes
- Sécurisation des transactions
- Domiciliation des salaires.

	COOMITE DE CREDIT 2015													
	EPAGNE	NBRE COMITES	NBRE DOSSIERS	CREDIT ORDIN	NBRE DOSSIERS	CREDITS EXPRESS	PRETS ACCORDES	FRAIS DOSSIER	FONDS GARANTIE	RACHAT	EPAVG COMPL	EPAVG EXPRESS	DECAISSEMENT NET	DECAISSEMENT GLOBAL
	RETRAIT													
JANVIER	64 270 258	2	241	585 787 999	87	62 380 000	648 167 999	3 105 765	6 169 780	19 486 621	56 545 930	1 740 000	561 119 903	625 390 161
FEBVRIER	43 868 057	1	89	225 020 000	28	22 050 000	247 070 000	1 189 100	2 360 450	6 678 035	20 419 125	1 884 000	212 657 290	256 525 347
MARS	32 861 460	1	86	246 640 000	23	19 666 000	266 306 000	1 288 200	2 562 230	9 878 581	18 857 619	2 844 000	230 375 370	263 236 830
AVRIL	33 791 000	1	84	215 800 000	24	19 030 000	234 830 000	1 139 075	2 253 150	7 117 363	2 009 272	2 388 000	199 692 072	233 483 072
MAI	35 624 000	2	155	328 930 000	89	65 826 000	394 756 000	1 833 925	3 618 430	23 951 691	31 210 375	3 156 000	327 829 579	363 453 579
JUIN	37 004 774	1	55	129 747 500	38	31 275 000	161 022 500	738 253	1 453 850	4 743 439	9 622 875	1 692 000	142 772 083	179 776 857
JUILLET	36 829 644	1	87	205 565 000	22	17 140 000	222 705 000	1 080 725	2 141 350	20 213 654	17 022 750	1 152 000	179 486 821	216 316 465
AOUT	40 288 299	1	103	301 210 000	60	50 955 000	352 165 000	2 064 450	3 266 875	27 787 145	20 556 572	1 428 000	296 065 958	336 354 257
SEPTEMBRE	29 852 273	1	65	181 460 000	62	40 590 000	222 050 000	1 037 050	2 016 050	29 013 047	12 806 250	1 260 000	174 359 603	204 211 876
OCTOBRE	52 529 400	2	139	359 460 000	92	68 780 000	428 240 000	1 987 125	3 926 100	81 764 943	27 148 860	2 724 000	315 174 705	367 704 105
NOVEMBRE	58 226 844	2	112	258 655 000	53	45 869 900	304 524 900	1 445 000	2 840 899	36 998 493	23 600 621	2 040 000	237 596 888	295 823 732
DECEMBRE		1	60	137 400 000	19	12 325 000	149 725 000	747 850	1 444 375	11 637 271	10 035 000	610 500	125 214 004	125 214 004
TOTAUX 2015	465 146 009	16	1 276	3 175 675 499	597	455 886 900	3 631 562 399	17 656 518	34 053 539	279 270 283	249 835 249	22 918 500	3 002 344 276	3 467 490 285

Le comité de crédit s'est réuni en 16 séances pour analyser 1871 dossiers. Ce nombre est en régression par rapport à 2014 (2181 dossiers). En valeur, le montant atteint en 2015 représente 94,32% du chiffre de l'année 2014 (3 850 337 999 F).

Poste	Charges	Déc 2015	Déc 2014	Poste	Produits	Déc 2015	Déc 2014
R08	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	102 055 839	101 788 554	V08	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	4 659 880	47 848 956
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs			V1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	4 659 880	10 423 361
R1B	Organe financier			V1B	Organe financier		
R1C	Caisse centrale			V1C	Caisse centrale		
R1D	Trésor public			V1D	Trésor public		
R1E	CCP			V1E	CCP		
R1F	Banques et correspondants			V1F	Banques et correspondants	4 659 880	10 423 361
R1H	Etablissements financiers			V1H	Etablissements financiers		
R1I	SFD			V1I	SFD		
R1K	Autres institutions financières			V1K	Autres institutions financières		
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs			V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs		37 425 595
R1N	Dépôts à terme reçus			V1Q	Intérêts sur Dépôts à terme constitués		37 425 595
R1P	Dépôts de garantie reçus			V1R	Intérêts sur Dépôts de garantie constitués		
R1Q	Autres dépôts reçus			V1S	Intérêts sur Autres dépôts constitués		
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	101 388 889	101 388 889	V2A	Intérêts sur comptes de prêts		
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an			V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an		
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	101 388 889	101 388 889	V2G	Intérêts sur prêts à terme		
R2R	Autres intérêts			V2Q	Autres intérêts		
R2T	Divers intérêts			V2S	Divers intérêts		
R2Z	Commissions	666 950	399 665	V2T	Commissions		
R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	34 665 414	24 867 878	V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	505 308 794	304 699 856
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	34 665 414	24 867 878	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	330 063 946	154 338 611
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	782 080	19 052 568	V3G	Autres crédits à court terme	3 427 683	13 030 673
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	383 334	5 815 310				
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial	33 500 000		V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	101 621 737	98 434 257
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus			V3N	Intérêts sur crédits à long terme	225 014 526	42 873 681
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus						
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues			V3R	Autres intérêts	3 042 534	
R3Q	Autres intérêts			V3T	Divers intérêts	3 042 534	
R3T	Commissions			V3X	Commissions	172 202 314	150 361 245
	MARGES D'INTERET BENEFICIAIRE	373 247 421	225 892 380		MARGES D'INTERET DEFICITAIRE		
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	136 721 253	126 656 432		TOTAL PRODUITS D'INTERETS	509 968 674	352 548 812
R4B	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	156 943	365 598	V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 432 269	2 288 370
R4C	Charges et pertes sur titres de placement			V4C	Produits et profits sur titre de placement		
R4K	Charges sur opérations diverses	156 943	365 598	V4E	Produits sur opérations diverses	1 432 269	2 288 370
R4N	Commissions			V4F	Commissions		
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES			V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
R5C	Frais d'acquisition			V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés		
R5D	Etalement de la prime			V5D	Dividende et produits assimilés sur titre de participation		
				V5F	Produits et profit sur titres d'investissement		
R5E	CHARGES SUR CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILEES			V5G	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILEES		
R5G	Charges sur opérations de crédit bail			V5H	produits sur opérations de crédit bail		
R5H	Dotation aux amortissements			V5J	Loyers		
R5J	Dotation aux provisions			V5K	reprises de provisions		
R5K	Moins-value de cession			V5L	plus-values de cession		
R5L	Autres charges			V5M	autres produits		
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat			V5N	produits sur opérations de location avec option d'achat		
R5N	Dotation aux amortissements			V5P	loyers		
R5P	Dotation aux provisions			V5Q	reprises de provisions		
R5Q	Moins-value de cession			V5R	plus-values de cession		
R5R	Autres charges			V5S	autres produits		
R5S	Charges sur opérations de location-vente			V5T	produits sur opérations de location-vente		
R5T	Dotation aux amortissements			V5V	loyers		
R5U	Dotation aux provisions			V5W	reprises de provisions		
R5V	Moins-values de cession			V5X	plus-values de cession		
R5X	Autres charges			V5Y	autres produits		
R5Y	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés						
R6A	CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE			V6A	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGES		
R6B	Perte sur opérations de change			V6B	Gains sur opérations de change		
R6C	Commissions			V6C	Commissions		
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN			V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN		
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières			V6K	Produits sur engagements de financements donnés aux institutions financières		
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières			V6L	produits sur engagements de garantie donnés institutions financières		
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, clients ou bénéficiaires			V6N	produits sur engagements de financements donnés aux membres, clients ou bénéficiaires		
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients			V6P	produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R6S	Charges sur engagements sur titres			V6Q	produits sur engagements sur titres		
R6T	Charges sur autres engagements reçus			V6R	produits sur autres engagements donnés		
				V6S	Produit sur les opérations effectuées pour le compte de tiers		
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS			V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS		
R6W	Charges sur les moyens de paiement			V6V	produits sur les moyens de paiement		
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers			V6W	Autres produits sur prestations de services financiers		
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE			V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE		5 044
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif			V7B	Plus-values sur cession d'éléments d'actif		5 044
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière			V7C	Transferts de charges d'exploitation financière		
R7D	Diverses charges d'exploitation financière			V7D	Divers produits d'exploitation financière		
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	1 275 326	1 927 816		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES		
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	156 943	365 598		AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	1 432 269	2 293 414
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	373 247 421	225 892 380		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE		
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	1 275 326	1 927 816		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES		
	PRODUIT FINANCIER NET	374 522 747	227 820 196		CHARGE FINANCIERE NETTE		
	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	5 488 180	4 281 763		VENTE		
R8G	Achats de marchandises	5 488 180	4 281 763	V8B	MARGE COMMERCIALE		

R&J	Stocks vendus			V8C	VENTES DE MARCHANDISES		
R8L	Variations positives de stocks de marchandises			V8D	VARIATIONS NEGATIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES		
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	288 473 212	192 878 263		PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	3 105 375	7 370 232
S02	FRAIS DE PERSONNEL	139 456 141	88 001 826				
S03	Salaires et traitements	125 514 244	78 608 483	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION		
S04	Charges sociales	11 727 412	5 680 343	W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires		
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	2 214 485	3 713 000	W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçus		
S1A	IMPÔTS ET TAXES	1 022 845	681 435	W4G	Plus-values de cession		
S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	426 903	154 975	W4H	Sur immobilisations incorporelles et corporelles		
S1C	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'administration des impôts	595 942	526 460	W4J	Sur immobilisations financières		
S1D	Impôts directs	595 942	466 460	W4K	Revenus des immeubles hors exploitation		
S1G	Impôts indirects			W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière		
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre			W4M	Charges refacturées		
S1J	Impôts et taxes divers		60 000	W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices		
S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes			W4P	Autres transferts de charges		
				W4Q	Autres produits divers d'exploitation		
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	106 162 827	65 159 943	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE		
S2B	Services extérieurs	33 424 816	22 530 847	W51	Immobilisations corporelles		
S2C	Redevances de crédit-bail			W52	Immobilisations incorporelles		
S2D	Loyers	14 544 000	14 544 000				
S2F	Charges locatives et de co-propriété	2 137 500		W53	SBVENTIONS D'EXPLOITATION		
S2H	Entretien et réparations	9 602 356	6 638 408				
S2J	Primes d'assurance	799 115	799 115	X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX		
S2K	Etudes et recherches						
S2M	Frais de formation du personnel	6 341 845	549 324	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
S2L	Divers			X54	Reprises d'amortissements des immobilisations		
				X56	Reprises de provisions sur immobilisations		
S3A	Autres services extérieurs	55 549 958	28 760 081	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	3 105 375	7 370 232
S3B	Personnel extérieurs à l'institution			X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	3 105 375	7 370 232
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	12 661 000	9 726 000	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	349 772	488 491
S3E	Publicité, publications et relations publiques	23 955 207	5 484 343	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	2 468 399	6 278 830
S3G	Transports de biens			X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	287 204	602 911
S3J	Transports collectifs du personnel	1 154 500	790 500	X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
S3L	Déplacements, missions et réceptions	5 185 891	2 854 790	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges		
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	3 303 900	3 071 400	X6J	Récupération sur créances amorties		
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	3 808 946	3 074 656	X6I	Reprises de provisions règlementées		
S3P	Divers	5 480 514	3 758 392				
				X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	6 564 931	9 633 500
S4A	Charges diverses d'exploitation	17 188 053	13 869 015				
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs simili			X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS		
S4D	Indemnités de fonction versées						
S4I	Frais de tenue d'assemblée	9 680 276	9 098 115				
S4K	Moins-valeur de cession sur immobilisations						
S4L	Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
S4M	Sur immobilisations financières						
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière						
S4Q	Produits rétrocédés						
S4R	Autres transferts de produits						
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	7 507 777	4 770 900				
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX						
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	25 489 980	26 452 099				
T53	Dotations aux amortissements de charges à répartir	10 213 334	10 233 333				
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	15 276 646	16 218 766				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation						
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours						
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation						
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation						
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	16 341 419	12 582 960				
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	11 988 722	3 479 794				
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	3 426 817	1 980 687				
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de 6 mois à 12 mois au plus	7 711 705					
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de 12 mois à 24 mois au plus	850 200	1 499 107				
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif						
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges						
T6J	Dotations aux provisions règlementées						
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes des provisions	2 743 948	7 136 959				
T6L	Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	1 608 749	1 966 207				
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLE	19 361	535 235				
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS						
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS						
L80	EXCEDENT	90 212 300	47 128 667	L80	DEFICIT		
T84	TOTAL CHARGES	521 071 249	371 845 958	X84	TOTAL PRODUITS	521 071 249	371 845 958

Poste	Actif	Montant brut	Amort./Prov.	Déc 2015	Déc 2014	Poste	Passif	Déc 2015	Déc 2014
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 372 831 809		1 372 831 809	459 886 053	F01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 000 000 000	2 000 000 000
A10	Valeur en caisse	6 470 523		6 470 523	62 195				
A11	Billets et monnaies	6 470 523		6 470 523	62 195	F1A	Comptes ordinaires créditeurs		
A12	Comptes ordinaires débiteurs	1 366 361 286		1 366 361 286	459 823 858				
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs					F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs		
A2H	Dépôts à terme constitués					F2B	Dépôts à terme reçus		
A2I	Dépôts de garantie constitués					F2C	Dépôts de garantie reçus		
A2J	Autres dépôts constitués					F2D	Autres dépôts reçus		
A3A	Comptes de prêts								
A3B	Prêts à moins d'un an					F3A	Comptes d'emprunts	2 000 000 000	2 000 000 000
A3C	Prêts à terme					F3E	Emprunts à moins d'un an		
A60	Créances rattachées					F3F	Emprunt à terme	2 000 000 000	2 000 000 000
A70	Prêts en souffrances								
	Prêts immobilisés					F50	Autres sommes dues aux institutions financières		
A71	Prêts en souffrance de 6mois au plus					F55	Ressources affectées		
A72	Prêts en souffrance de plus de 6mois à 12mois au plus					F60	Dettes rattachées		
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24mois au plus								
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	4 976 426 211	10 618 186	4 965 808 025	3 529 753 970	G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	3 718 069 249	1 415 480 080
B2D	Crédit à court terme	35 826 533		35 826 533	70 907 281	G10	Comptes ordinaires créditeurs	1 360 748 071	64 771 501
B2N	Comptes ordinaires					G15	Dépôts à terme reçus	15 900 875	5 975 824
B30	Crédit à moyen terme	1 217 704 155		1 217 704 155	1 235 414 666	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	2 307 920 303	1 326 113 312
B40	Crédit à long terme	3 705 641 966		3 705 641 966	2 221 606 832				
B65	Créances rattachées					G30	Autres dépôts de garantie reçus		
B70	Crédits en souffrance	17 253 557	10 618 186	6 635 371	1 825 191	G35	Autres dépôts reçus		
	Crédit immobilisés					G60	Emprunts		
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	8 567 045	3 426 817	5 140 228	1 825 191				
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	7 836 312	6 341 169	1 495 143		G70	Autres sommes dues		
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	850 200	850 200			G90	Dettes rattachées	33 500 000	18 619 443
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	451 992 758		451 992 758	331 339 961	H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	104 557 373	33 311 101
						H10	Versements restant à effectuer		
C10	Titres de placement					H40	Créditeurs divers	104 557 373	33 311 101
C30	Comptes de stocks					H6A	Comptes d'ordre et divers		
C31	Stocks de meuble					H6B	Comptes de liaison		
C32	Stocks de marchandises					H6G	Compte de régularisation-passif		
C33	Stocks de fournitures					H6C	Comptes de différences de conversion		
C34	Autres stocks et assimilés					H6P	Comptes d'attente-passif		
C40	Débiteurs divers	438 059 721		438 059 721	305 337 970				
C55	Créance rattachées					K01	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIOND FINANCIERES		
						K20	Titres de participation		
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat								
C59	Valeurs à rejeter					L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	1 027 047 565	935 577 443
C6A	Compte d'ordre et divers	13 933 037		13 933 037	26 001 991	L10	Subventions d'investissement	34 267 784	40 822 643
C6B	Comptes de liaison					L20	Fonds affectés	36 455 001	21 222 320
C6C	Comptes de différence de conversion					L21	Fond de garantie	36 455 001	21 222 320
C6G	Comptes de régularisation actif	13 933 037		13 933 037	26 001 991	L22	Fonds d'assurance		
C6Q	Comptes transitoires					L23	Fonds de bonification		
C6R	Comptes d'attente actif					L24	Fonds de sécurité		
						L25	Autres fonds		

Poste	Actif	Montant brut	Amort./Prov.	Déc 2015	Déc 2014	Poste	Passif	Déc 2015	Déc 2014
D01	VALEURS IMMOBILISEES	117 453 853	58 412 258	59 041 595	63 388 640	L27	Fonds de crédit		
D1A	Immobilisations financières					L30	Provisions pour risques et charges		
D10	Prêts et titres subordonnés					L31	Provisions pour charges de retraite		
D1E	Titres de participation					L32	Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature		
D1L	Titres d'investissement					L33	Autres provisions pour risques et charges		
D1S	Dépôts et cautionnements					L35	Provisions réglementées		
D23	Immobilisations en cours					L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long term		
D24	Incorporelles					L37	Provisions spéciale de réévaluation		
D25	Corporelles					L41	Emprunt et titres émis subordonnés		
D30	Immobilisations d'exploitation	117 453 853	58 412 258	59 041 595	63 388 640	L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés		
D31	Incorporelles	22 862 000	20 918 876	1 943 124	4 296 888	L45	Fonds pour risques financiers généraux		
D36	Corporelles	94 591 853	37 493 382	57 098 471	59 091 752	L50	Primes liées au capital		
D40	Immobilisations hors exploitation					L55	Réserves	36 409 872	29 340 572
D41	Incorporelles					L56	Réserve générale	36 409 872	29 340 572
D45	Corporelles					L57	Réserves facultatives		
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie					L58	Autres réserves		
D46	Incorporelles					L59	Ecart de réévaluation des immobilisations		
D47	Corporelles					L60	Capital	633 380 000	630 800 000
						L61	Capital appelé	633 380 000	630 800 000
D50	Crédit bail et opérations assimilées					L62	Capital non appelé		
D51	Crédit-bail					L65	Fonds de dotation		
D52	L.O.A.					L70	Report à nouveau (+ou-)	196 322 608	166 263 241
D53	Location-vente					L75	Excédent des produits sur les charges	90 212 300	47 128 667
						L80	Résultat de l'exercice (+ou-)	90 212 300	47 128 667
D60	Créances rattachées					L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	90 212 300	47 128 667
						L82	Excédent ou déficit de l'exercice		
D70	Créances en souffrance								
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus								
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus								
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus								
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES								
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé								
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital appelé non versé								
	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS								
E90	TOTAL DE L'ACTIF	6 918 704 631	69 030 444	6 849 674 187	4 384 368 624	L90	TOTAL DU PASSIF	6 849 674 187	4 384 368 624

ANNEXE 4

RECAPITULATIF DES AMORTISSEMENTS AU 31/12/2015

Compte	Eléments	Amortissements					Valeur nette Comptable
		Valeur d'acquisition	Amortissem. Antérieur	Reprises Pertes	Amortissem. déc-15	Amortissem. Cumulé	
Immobilisations							
	Immob incorporelle diverses	22 862 000	20 330 437	-	588 441	20 918 878	1 943 122
	Agencement Amenag.Installation	46 083 456	11 938 029	-	1 152 086	13 090 116	32 993 340
	Matériel Informatique	12 002 117	5 867 002	-	781 789	6 648 791	5 353 326
	Matériel et Mobilier de Bureau	17 271 427	7 013 550	-	449 286	7 462 836	9 808 591
	Autres Immos Corporelles	5 852 897	2 851 521	-	421 728	3 300 624	2 552 273
	MATERIEL DE TRANSPORT	13 381 957	7 465 751	-	880 405	8 346 156	5 035 801
	TOTAL	117 453 854	48 000 540	-	3 393 330	51 421 245	52 650 652

Le Conseil d'administration



Kakou Dominique



Zadi Eugène



Kouassi Mathias



Kouadio Amani



Ebah Basile



Da Cruz Dominique



Sanogo Abdoulaye



N'drin Bonny Emma



Ehui E. Eugène



Sié Lambert



Odré Evariste Daniel



Kouadio Koffi N'da



Yao Bakari Kobena



Sem Kroa Sylvestre



Kouadio Yao Emmanuel



N'guessan Kouassi

Les Présidents des autres Organes



Akélé Mouchy Jocelyn
(Déontologie)



Soumahoro N. Hamed
(Surveillance)



Fofana Brihima
(Crédit)

La Gérance et le Personnel



Alexis Koffi Kaunan
Gérant



Amia C. Lisette-Flore
Responsable Administratif
et financier



Kadja Koutoua
Responsable Exploitation



Adjoumani Kouadio Bernard
Responsable des Etudes et
du Développement



Kouassi A. Elisabeth
Assistante administrative



Assi A. Anna Patricia
Gestionnaire de crédit



Ségui K. Pelagie Annick
Gestionnaire de crédit



Akpoué Affouet Rosabelle
Gestionnaire de crédit



Ouattara N'dri M. Marcelle
Gestionnaire de crédit



N'guessan Yao Olivier
Assistant comptable



Bonouman E. Marie-Esther
Caissière



Koissi Aya Philomène
Assistante chargée du Reporting
Social, du programme de
certification et de l'audit interne



Niamien Koua Florent
Chauffeur Coursier

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs les membres adhérents,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité (MA2E), tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi. Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et états annexés) ont été arrêtés par le Conseil Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons audité les états financiers de la MA2E arrêtés au 31/12/2015 et dont les chiffres caractéristiques sont présentés comme suit :

- Total bilan.....	6 849 674 187 FCFA
- Total chiffre d'affaires.....	521 071 249 FCFA
- Total comptes de charges.....	430 858 949 FCFA
- Résultat net.....	90 212 300 FCFA

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels de la MA2E sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la mutuelle à la fin de l'exercice 2015.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres adhérents sur la situation financière et les comptes annuels de la MA2E.

Fait à Abidjan, le 12 mai 2016


CE2C
Cabinet d'Expertise Comptable & de Conseil
20 BP 1167 Abidjan 20
Tél.: (225) 22 41 41 10
E-Mail: info@ce2c.ci
KONDRO OURA
Associé Gérant
Expert-Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Messieurs les membres adhérents,

Conformément aux dispositions des articles 311 à 314 de l'Acte Uniforme portant Droit des sociétés Coopératives applicable dans les Etats parties au Traité de l'OHADA, relatives à la réglementation des conventions intervenues entre la société et ses dirigeants, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial sur les opérations visées par lesdites dispositions.

Il ne nous appartient pas de chercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Au titre de l'exercice 2015, nous n'avons pas été informés de conventions intervenues entre MA2E et l'un des membres de son Conseil d'Administration ou son Gérant.

Fait à Abidjan, le 12 mai 2016


CE2C
Cabinet d'Expertise Comptable & de Conseil
20 BP 1167 Abidjan 20
Tél.: (225) 22 41 41 10
E-Mail: info@ce2c.ci
KONDRO OURA
Associé Gérant
Expert-Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes

Nous travaillons pour le bien-être de l'ensemble de leurs collaborateurs



Siège social : Plateau, Immeuble Sidam,
18 BP 1210 Abidjan 18 - Tél. : 21 23 64 87
Fax : 21 23 64 90 - mutagents@cie.ci

Institution Mutualiste d'Épargne et de Crédit sans but lucratif
Régie par l'ordonnance N°2011-367 du 3 novembre 2011 portant réglementation
des systèmes financiers décentralisés - Agrément N°A-1.1.9/09-03.